

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

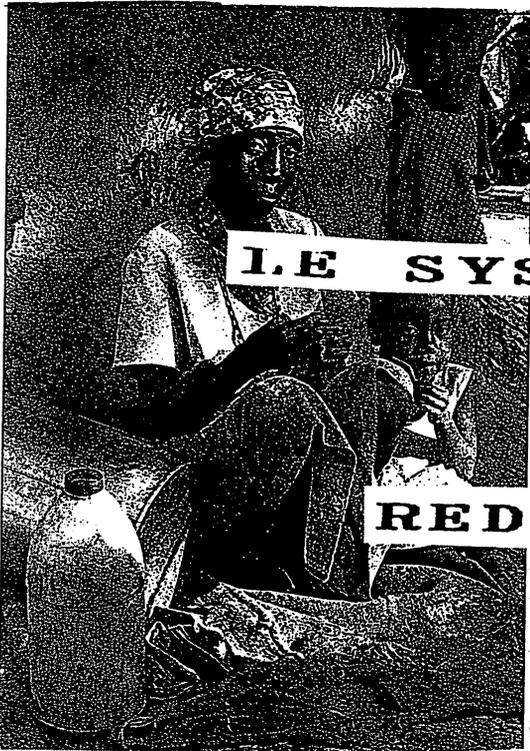
ISSN 0241 0494

LE 23 MAI 1993

N° 216

PRIX :

4 FF



LE SYSTEME CAPITALISTE

REDUIT LES CLASSES

TRAVAILLEUSES A LA PAUVRETE

SOMMAIRE AU VERSO

ET CONDAMNE LES PAUVRES

A LA MORT LENTE

SOMMAIRE

Page 2
EDITORIAL

**LE SYSTEME CAPITALISTE REDUIT
LES CLASSES TRAVAILLEUSES
A LA PAUVRETE ET CONDAMNE
LES PAUVRES A LA MORT LENTE**

Page 5
Bruits de bottes au Sénégal

Le continent africain s'enfoncé d'année en année dans la misère. Tout le monde le dit, y compris les "experts" de la bourgeoisie impérialiste. C'est un continent étranglé dont l'économie dégringole. Et plus il s'enfoncé dans la misère, plus il devient un lieu de pillage et de corruption systématisés.

Page 7
Cameroun : Les manoeuvres politiques de Yaoundé déclenchent des affrontements ethniques

Faut-il se résigner, accepter cette évolution comme une fatalité et se contenter des miettes des aides humanitaires qui ne font que retarder la mort lente dans laquelle s'enfoncé des millions de déshérités ? Pour tous ceux qui sont indignés par la misère et les injustices, le seul choix humainement acceptable est de refuser qu'il puisse y avoir une fatalité dans cette évolution.

Page 10
Le combat de Malcom X, une insuffisance à combler

Parce qu'il n'y a pas une telle fatalité. Ou plus exactement, parce que ce qui apparaît comme une fatalité n'en est une que dans le cadre d'une certaine forme d'organisation de l'économie et de la société, l'organisation capitaliste. Ceux qui raisonnent à partir de la pérennité de ce système, fussent-ils les mieux disposés à l'égard des classes pauvres, sont réduits à la charité, aux imprécations bruyantes et stériles. Ils sont réduits, pour les meilleurs d'entre eux - c'est-à-dire ceux qui essaient sincèrement d'arrêter cette évolution au lieu simplement d'en vivre - à être la caution morale d'un système abject.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

Le problème n'est pas d'ausculter et réausculter encore le corps malade de l'Afrique. Il y a déjà foule pour établir des diagnostics qui vont des plus fantaisistes à des constats partiellement justes. Même les pires charlatans parmi eux peuvent mettre le doigt sur certains des maux bien réels de l'Afrique quitte à inoculer au malade un surcroît du virus dont il est en train de mourir. Comme ces "experts" du FMI ou de la Banque mondiale qui ont le cynisme de proposer comme médication des licenciements dans la fonction publique, la fermeture ou la

privatisation des quelques entreprises d'Etat qui fonctionnent tant bien que mal ou encore, des coupes sombres dans le budget des services publics dans des pays où les hôpitaux manquent déjà de tout, où le peu de routes existantes sont déjà en état d'extrême délabrement etc..

prétendus économistes qui cherchent le mal du continent dans les habitudes de ses habitants - mais au contraire, parce qu'elle est le cas extrême des inégalités, des injustices, de la polarisation de la richesse d'un côté et de la pauvreté de l'autre, qui sont les aspects fondamentaux du capitalisme.

Il n'y a nul mystère à la "maladie" qui ronge l'Afrique. En réalité, le monde entier en souffre. Car cette organisation capitaliste de l'économie dont ses profiteurs et leurs laquais présentent comme la seule possible - surtout depuis l'effondrement de l'URSS qui se présentait, à tort, comme l'incarnation du communisme - engendre les mêmes maux partout dans le monde. Car même dans les pays les plus riches de la planète, l'enrichissement de la minorité capitaliste se fait au détriment de la majorité travaillante. Les grattes-ciel de Manhattan côtoient la misère matérielle et morale du Bronx. Les fortunes vite faites par des spéculateurs de la finance internationale ont pour contrepartie les vingt millions de chômeurs dans les pourtant riches pays d'Europe occidentale. Même les Etats-Unis, la France ou la Grande Bretagne, crèvent, de cette organisation capitaliste irrationnelle, stupide, injuste. Pourtant dans ces pays, les richesses existent pour assurer le nécessaire à tous, et même au-delà. Quand on meurt de faim et de misère dans le désert, on peut toujours se dire - et encore, souvent à tort - que c'est la nature ou c'est la fatalité. Mais quand on meurt de faim et de misère dans des pays qui croulent sous le surplus alimentaire et où l'on ferme des usines en prétendant que l'on produit de trop, il est patent que c'est l'organisation sociale qui est en cause.

L'Afrique ne crève pas parce qu'elle est une exception - et passons sur les infamies racistes colportées par des dirigeants politiques d'Occident, par des



Mendiant en Afrique

Voilà pourquoi il n'est pas possible de combattre la chute de l'Afrique dans le néant sans combattre l'organisation capitaliste de la société qui, à notre époque, signifie aussi la domination de l'impérialisme - c'est-à-dire, de quelques dizaines de trusts et de groupes financiers de pays riches - sur la planète. Pour cela, le marxisme demeure un instrument de compréhension inégalé.

Pour paraphraser une expression des fondateurs du marxisme: il ne s'agit pas seulement de comprendre le monde, il s'agit de le transformer. Le développement du capitalisme en Afrique, dans ses infamies mêmes, prépare les conditions de son renversement. Ce développement capitaliste, au cours des trois décennies qui se sont déroulées depuis la décolonisation, a peu créé d'industries, mais il a chassé des campagnes ses habitants paysans. L'Afrique des campagnes n'est plus. L'Afrique d'aujourd'hui et celle de demain sont celles des grandes villes tentaculaires, des bidonvilles qui se succèdent aux

bidonvilles. Les nostalgiques, les poètes ou les réactionnaires constatent cette évolution en pleurnichant sur le passé qu'ils ne peuvent de toute façon pas ramener. Ceux qui veulent transformer la société ne doivent pas fermer les yeux, mais au contraire, les ouvrir tout grands pour déceler dans cette évolution inévitable ce qui permettra, demain, de faire sauter tout le système.

Parce qu'il faut le faire sauter. Hors d'une explosion révolutionnaire, capable de transformer la société africaine de fond en comble, de la débarrasser de ses parasites, de ses privilégiés issus du capitalisme ou hérités du passé, il n'y a pas d'avenir !

Et c'est là où le capitalisme, en transformant les paysans dispersés en prolétaires ou en sous-prolétaires regroupés dans des villes gigantesques, prépare peut-être sa propre mort. Car il y a, en effet, dans les usines, dans les quartiers pauvres de Dakar, d'Abidjan ou de Lagos, de quoi faire sauter tout leur système d'injustice et d'inégalités. A condition que toute cette énergie ne soit pas dévoyée vers des luttes fratricides entre prolétaires, au nom de l'éthnisme, au nom de la religion, au nom du nationalisme, au nom de toutes les stupidités héritées d'un autre âge grâce auxquelles les démagogues parviennent à canaliser les classes pauvres, à les diviser, à les dresser les unes contre les autres, pour le plus grand bien de la minorité privilégiée africaine et derrière elle, pour le plus grand bien de ces trusts occidentaux qui tirent de profit de tout, y compris de la misère des classes pauvres d'Afrique. A condition donc qu'il existe, dans les pays d'Afrique, une force politique violemment opposée à tout cela et menant son combat au nom de la lutte de classes, c'est-à-dire, au nom des intérêts de la classe ouvrière, du prolétariat des villes et des campagnes, contre la bourgeoisie et contre le système

capitaliste.

Par les temps qui courent, où les idées réactionnaires, les nationalismes, les ethnismes, les intégrismes religieux se renforcent même dans des pays prétendument développés, ces forces ne trouveraient peut-être pas facilement l'oreille complaisante des masses pauvres. Encore qu'il n'est possible de mesurer les difficultés et leurs limites qu'en essayant.. Mais le cours des choses peut changer très vite. Cela est arrivé bien souvent dans le passé. La Russie, un des pays les plus rétrogrades et les plus pauvres d'Europe est devenue, brusquement, en 1917, le pays dont le prolétariat s'est révélé capable d'être le premier à reprendre à son compte les idées révolutionnaires les plus hardies de l'époque - et de les faire triompher ! Et ce qu'est devenue par la suite la Russie qui, sous le poids d'une bureaucratie anti-ouvrière, a quitté le chemin du communisme, n'y change rien.

Alors, l'avenir appartient à ceux qui osent, aujourd'hui, même en n'étant que quelques uns, à reprendre le drapeau de la révolution internationale des prolétaires contre l'ordre capitaliste. Qu'ils aient, aujourd'hui, l'intelligence, d'acquérir la culture marxiste, la culture révolutionnaire, ici, dans l'immigration où c'est chose relativement aisée. Et qu'ils aient, demain, le courage d'implanter ces idées parmi les prolétaires d'Afrique.

Ceux qui en auront la volonté feront plus que de rêver pour l'Afrique d'un avenir débarrassé de l'exploitation capitaliste, du pillage impérialiste, de l'oppression de dictatures, des guerres ethniques et de la misère. Ils seront de ceux qui le prépareront, cet avenir, et pas seulement pour l'Afrique, mais pour le monde.

BRUITS DE BOTTES AU SENEGAL.

L'ancien maire de Saint-Louis, Babacar Seye, promu vice-président du conseil constitutionnel, a été assassiné par un commando armé le 15 mai. Il avait été aussi l'un des auteurs du nouveau code électoral d'Abdou Diouf.

Suite à cet attentat, Abdoulaye Wade, le leader du PDS, et deux de ses lieutenants ont été arrêtés. Le quartier général de leur parti a été encerclé et perquisitionné, les permanences de Dakar et d'autres villes mises sous scellés et leurs domiciles fouillés. Ils ont été remis en liberté quatre jours plus tard.

GANGSTERISME POLITIQUE SUR FOND DE CRISE

Ce meurtre intervient dans un contexte politique tendu. Le PDS conteste en effet les résultats des élections législatives publiés par les autorités : 84 sièges pour le PS au pouvoir, 27 pour le PDS et 9 pour le reste de l'opposition. Wade publie parallèlement ses propres chiffres. D'après ses calculs, son parti aurait obtenu la majorité à l'assemblée avec 62 sièges.



Wade en campagne

Il avait annoncé au cours de sa campagne électorale, et même après, qu'il avait l'intention de former un gouvernement et une assemblée parallèles si sa victoire n'était pas reconnue. Les tractations de couloir qu'il n'arrête pas de mener avec Diouf réussiront-elles à assouvir les appétits de Wade en le

faisant à nouveau "coopter" dans un poste ministériel, comme il y a à peine quelques mois avant les élections ? Sinon l'exemple de Tshisekedi au Zaïre aura fait au moins un adepte de plus sur le continent ! Wade a sorti sa menace en faisant dire par ses lieutenants qu'il va mener une campagne de désobéissance civile en appelant à une grève des impôts, des factures de téléphone et d'électricité pour protester contre "les résultats frauduleux".

LA TERREUR S'IMPOSE EN CASAMANCE

Les élections législatives se sont déroulées sur fond de crise ouverte en Casamance. A cause des militaires en armes devant les urnes -ou malgré eux- les électeurs semblent avoir boudé les bureaux de vote.

Lors des présidentielles de février, deux bureaux de vote ont été attaqués par le MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance) faisant 6 morts et une vingtaine de blessés. Sur l'axe Ziguinchor-Cap Skirring pourtant placé sous haute surveillance, plusieurs véhicules sont tombés dans des guet-apens. Parmi les victimes, il y avait des responsables locaux du PS mais aussi ceux du PDS.

La population est prise en étau. D'un côté il y a les attentats et les massacres aveugles commis par les maquisards se réclamant du "Front Sud" du MFDC; de l'autre le déploiement et les exactions des militaires de Diouf (5 000 officiellement).

Les troupes de Diouf mettent le feu aux "bois sacrés", véritables sacrilèges pour les Dioulas dont les traditions séculaires restent vives. De plus elles n'hésitent pas à rançonner et à opprimer les villageois, toutes ethnies confondues.

DES BRUITS DE BOTTES DANS LES VILLES

La situation en basse Casamance et le climat de troubles et d'attentats dans la capitale risquent de servir d'alibi au pouvoir pour un déploiement de forces militaro-policières dans tout

le pays. La tentation est grande pour le régime de faire taire ainsi toute forme de contestation de travailleurs, des paysans, de chômeurs et tous les laissés-pour-compte du système social injuste garanti par Diouf secondé ou pas par Abdoulaye Wade.

IMMIGRATION

LE PROJET PASQUA-BALLADUR CONTRE LES IMMIGRÉS

Le gouvernement Balladur-Pasqua a décidé de mettre en application son projet sur l'immigration : durcissement des contrôles policiers sur l'entrée et la sortie des travailleurs immigrés et leurs familles en France. Et même à l'intérieur du territoire français. En même temps, ce gouvernement veut modifier le code de la nationalité. Si cette loi est promulguée, la nationalité française ne sera plus accordée automatiquement aux enfants d'immigrés nés en France. Car, il leur faudra désormais vivre cinq ans sur le territoire français et ensuite lorsqu'ils auront atteint l'âge de 16 ans (jusqu'à 21 ans), ils devront se présenter à la mairie de leur domicile pour demander la nationalité française. Or, jusqu'à présent la nationalité était accordée d'office à tout enfant né en France selon le "droit du sol".

La nouvelle loi sera une discrimination de plus entre les enfants nés en France : seuls les enfants dont les parents sont français "de souche" seront considérés automatiquement comme français. Cette politique n'est pas nouvelle de la part d'un gouvernement français. Car pour ceux qui sont nés dans les pays d'Afrique francophone, anciennes colonies françaises, c'est la même politique discriminatoire qui existait. Une petite partie de la population africaine avait la nationalité française, tandis que la grande

majorité des indigènes en était dépourvue. C'est seulement à partir de 1956 que le gouvernement de Gaston Deferre a accordé la nationalité française à tous les ressortissants des colonies françaises.

Si aujourd'hui Pasqua et Balladur préconisent cette politique ségrégationniste pour les enfants des travailleurs immigrés, c'est certainement pour plaire à la fraction la plus réactionnaire de l'électorat de droite, celle qui louche vers Le Pen. On a même entendu un homme comme Philippe de Villiers dire que "être français, cela se mérite"; pour Giscard, il faut remplacer le "droit du sol" par le "droit du sang".

Le ridicule ne tue pas! Car qui peut dire aujourd'hui s'il est français de souche ou pas, étant donné que la France a été peuplée par des populations de diverses origines, et cela depuis des siècles. Et d'ailleurs, quelle importance de savoir si un tel est descendant de Grec, d'Espagnol, de Polonais, d'Italien, de Maghrébin ou d'Africain.

Pour les travailleurs révolutionnaires, la seule nationalité qui compte, c'est celle d'appartenir à une classe sociale parmi la plus importante du monde : celle du prolétariat mondial. C'est

la seule classe qui regroupe tous les hommes et toutes les femmes de toutes les origines et qui, quand elle lutte, rassemble sans distinction les travailleurs de toutes les nationalités comme ce fut le cas en mai 1968.

Nationalité française ou pas, les travailleurs immigrés ou français sont tous dans le même bateau et c'est ensemble qu'ils pourront se défendre contre les attaques du gouvernement de Balladur et Pasqua.

CAMEROUN

LES MANOEUVRES POLITIQUES DE YAOUNDE DECLENCHENT DES AFFRONTEMENTS ETHNIQUES.

Depuis ces trois dernières années, dans la région du Logone et Chari, à l'extrême nord du Cameroun, on enregistre de fréquents affrontements entre les Kotokos et les Arabes choas. Ces oppositions ethniques ont fait des dizaines de morts dans les deux camps. Pourtant, il y a quelques années, rien ne pourrait laisser croire qu'on arriverait à une telle situation.

Les Kotokos constituent une ethnie qui vit à cheval sur les deux rives du fleuve Chari jusqu'aux confins du Lac Tchad. On les trouve aussi bien au Tchad qu'au Cameroun. Généralement, ce sont les mêmes familles séparées artificiellement par le fleuve Chari choisi par les colonisateurs comme étant la frontière entre les deux pays.

L'organisation des Kotokos est celle des sociétés aristocratiques formées autour de grandes chefferies traditionnelles de type féodal. Chaque grand chef a son territoire, son aire d'influence qu'il dirige en s'appuyant sur des vassaux, de petits chefs, qui lui doivent allégeance et respect. Les populations sont essentiellement des pêcheurs, des paysans mais aussi des commerçants.

Les Arabes choas, que l'on trouve aussi tant au Tchad qu'au Cameroun, quant à eux, constituent

des ethnies qui s'occupent généralement de l'élevage et de la terre. Certains d'entre eux sont des nomades. Ils vivent dans de petits villages que l'on trouve tout autour des villages kotokos. Ils ont leur propres chefs mais ceux-ci relèvent de l'autorité des chefs traditionnels kotokos dont ils dépendent en tant que vassaux.

Entre les deux ethnies, il n'y a jamais eu de grands problèmes mis à part de petits conflits que l'on trouve généralement entre éleveurs et paysans. Bien au contraire, dans bien de domaines les deux communautés s'acceptaient comme complémentaires. Elles ont toujours vécu en parfaite harmonie. Elles tenaient les mêmes marchés dans les gros villages kotokos où les Arabes des alentours venaient écouler leurs produits d'élevage ou les échangeaient contre ceux des Kotokos spécialisés dans la pêche. Des interpénétrations, des mariages ont eu lieu entre les deux ethnies. A la faveur du développement des activités commerciales et de certains villages kotokos qui sont devenus de véritables petits centres urbains, bien d'Arabes sont venus s'installer à Kousséri, Makari, Goulfeï ou Afadé, les plus grandes agglomérations kotokos.

Du temps du dictateur Ahidjo, le pouvoir de ce dernier s'appuyait

dans cette région essentiellement sur les chefferies kotokos pour maintenir son ordre. C'était dans les sites Kotokos qu'il y avait la préfecture (Kousséri), la sous-préfecture (Makari), les différentes mairies, les casernes de la gendarmerie et le camp des policiers, mais aussi les écoles, les hôpitaux et les dispensaires. Dans les petits villages arabes des alentours, il n'y avait pratiquement rien. Les enfants arabes faisaient parfois des kilomètres à pied pour venir à l'école du gros village kotoko ou arabe le plus proche. Il en était de même pour les malades obligés de se déplacer pour se faire soigner. Pendant longtemps, rares étaient même les villages arabes qui disposaient d'un puits digne de ce nom.

Il convient de noter toutefois que dans les petits villages kotokos voisins des petits villages arabes, il n'y avait rien non plus. Les enfants et les malades étaient eux aussi obligés de se déplacer pour aller à l'école ou au dispensaire. Dans bien de petits villages kotokos aussi les gens se contentaient de boire l'eau boueuse des marigots ou celle des rivières.



Un puits d'eau en Afrique

C'étaient seuls les grands centres Kotokos, tels Kousséri et Makari, qui possédaient certaines structures dont les principaux bénéficiaires étaient surtout les notables et les couches privilégiées

tant kotokos qu'arabes, même s'il est vrai que les premiers étaient plus nombreux que les seconds. Ils étaient des députés, de hauts fonctionnaires, d'éminents dignitaires du parti unique, des hommes d'affaires etc. Ce qui déjà à cette époque mécontentait les couches privilégiées arabes qui se sentaient lésées parce que peu représentées.

Telle était la situation pendant tout le règne sanglant du dictateur Ahidjo, une situation marquée surtout par l'exploitation, la misère, les maladies, lot commun à tous les pauvres de la région, kotokos, arabes et autres, car même dans les grands centres comme Kousséri, les équipements sociaux réalisés étaient insuffisants par rapport aux besoins de la population.

Après le départ d'Ahidjo du pouvoir et sa succession par Paul Biya, des dissensions vont naître entre le pouvoir central de Yaoundé et les différents dignitaires kotokos. Ceux-ci, qui ont vraiment profité de la dictature d'Ahidjo, apprécieront mal, par exemple, la condamnation par contumace de celui-ci par son successeur. Après la tentative d'un coup d'Etat qui a failli renverser le pouvoir en 1984, ils ne pardonneront pas non plus à Biya d'avoir fait arrêter et assassiner plusieurs officiers kotokos accusés d'être les leaders du putsch qui, selon le pouvoir, aurait eu pour but de faire revenir Ahidjo à la tête du pays.

Dans ces conditions, quand, sous la pression de la rue et surtout de la France, Biya accepte d'instaurer le multipartisme, une bonne partie des dignitaires kotokos optent pour l'opposition : ils soutiennent l'UND notamment, le parti de Bello Bouba Maïgari, le dauphin d'Ahidjo, qui se présente comme le défenseur de la région du Nord. Les notables arabes, quant à eux, profitent de la situation ainsi créée et soutiennent le dictateur

Biya et son parti le RDPC. Ils revendiquent des postes de députés et un rééquilibrage du pouvoir traditionnel : ils veulent avoir leurs propres chefferies, indépendantes de l'autorité des chefferies traditionnelles kotokos. Chose que les notables et autres dignitaires kotokos refusent catégoriquement, arguant qu'une remise en cause de leur autorité traditionnelle sur la région est impossible sous prétexte qu'ils seraient les premiers occupants des terres, les arabes étant des nomades récemment implantés. C'est donc ce bras de fer entre dignitaires kotokos et arabes qui est à l'origine des massacres actuels dans les deux ethnies.

Depuis bientôt trois ans, régulièrement, souvent avec la complicité des forces de l'ordre, les notables arabes arment des bandes qu'ils lancent contre les quartiers ou les villages kotokos. Ce à quoi ceux-ci répondent en guise de représailles. Il s'en suit des bagarres rangées avec plusieurs morts. Des magasins, des maisons, des villages sont brûlés. Une insécurité totale règne dans la région. Pour voyager, pour aller d'un village à un autre, les gens s'organisent par groupes armés. La méfiance est de mise entre les deux communautés et le risque d'un embrasement général n'est pas à écarter.

Ces bagarres ethniques entre les deux communautés sont sans issue, notamment pour les pauvres qui, quel que soit le résultat, seront les principaux perdants. Sans oublier qu'elles peuvent bien déborder et s'étendre au Tchad, un pays qui a déjà assez souffert des guerres ethniques. C'est pourquoi, les opprimés kotokos et arabes n'ont aucun intérêt à se laisser embrigader dans un combat entre les

riches de leurs ethnies pour le partage des privilèges.

Il est certes vrai que les villages arabes de la région souffrent du manque de structures minimum. On y trouve pas de puits, d'écoles, de dispensaires, de maternités etc... Mais n'est-ce pas ça aussi la situation de plusieurs villages kotokos ? Même dans des grands centres comme Kousséri, les conditions des pauvres kotokos ne sont pas différentes de celles de leurs frères arabes. Ils subissent tous la même misère, les mêmes maladies, la même dictature. Seuls les riches, qu'ils soient kotokos ou arabes, trouvent leur compte dans cette situation, souvent en exploitant les pauvres de leur propre ethnie.

Par ailleurs, même si demain les couches privilégiées arabes obtiennent une représentation plus importante, avec leurs propres députés, leurs propres chefferies, il n'y a aucune raison que les conditions des pauvres arabes en soient améliorées. L'existence de députés et autres notables kotokos ne profite pas aux masses pauvres de cette ethnie. Bien au contraire, ceux-ci vivent sur le dos de celles-là comme des parasites. Demain, si les dignitaires arabes arrivent à leurs fins, ils feront la même chose en s'engraissant plus du sang des pauvres de leur ethnie qu'ils ne le font aujourd'hui.

L'avenir pour les deux communautés n'est pas dans ces affrontements criminels. L'avenir, c'est que les opprimés s'unissent, s'attaquent aux riches qui les exploitent, y compris ceux de leur ethnie, prennent les moyens qui existent pour résoudre en commun les différents problèmes qui sont leur lot à eux tous, indépendamment de leur origine ethnique.

LE COMBAT DE MALCOM X UNE INSUFFISANCE A COMBLER

La sortie sur les écrans du film sur la vie du dirigeant noir Malcom X a révélé au public une étape de la lutte des Noirs américains pour leur émancipation. Le film a plus particulièrement touché les jeunes africains de la région parisienne. Le ton radical et la qualité exceptionnelle d'orateur de Malcom X, emballer des masses noires américaines des ghettos des années 1950, n'ont pas laissé indifférents ces jeunes désœuvrés à l'avenir incertain vivant dans les immeubles bondés de la région parisienne. " C'est un film à voir" conseillent-ils dans leurs milieux.

Aux Etats-Unis aujourd'hui se pratique la plus grande démocratie bourgeoise du monde. Ce grand pays a cependant traîné derrière lui un long passé d'Etat esclavagiste. Officiellement l'esclavage a été aboli aux Etats-Unis à la fin de la guerre de sécession en 1865. Mais les séquelles ont subsisté ou plus exactement le capitalisme américain a intégré ces séquelles, les a consolidées et pérennisées sous la forme d'une inégalité raciale, longtemps institutionnellement conservée (socialement, elle n'a nullement disparu, même aujourd'hui). Les Noirs sont toujours considérés comme des citoyens de seconde zone. Il a fallu qu'ils se battent pour arracher certains droits civiques. Malcom X faisait partie de la génération des militants noirs qui luttèrent pour ces droits.

Il y avait dans les années 1950 et 1960 essentiellement deux formes de lutte des Noirs pour répondre à l'agression des Blancs. L'une, non violente, était dirigée par Martin Luther King. Celui-ci organisait des marches pacifiques où prenaient part des milliers de Noirs habitant des ghettos. Ils réclamaient légalement les droits civiques pour les Noirs. Ironie du sort, cet apôtre de la non

violence a été cependant victime de la violence : il a été assassiné par le pouvoir blanc en 1968.

L'autre forme de lutte, violente, a été incarnée par Malcom X; pour cet autre dirigeant noir, il fallait répondre coup pour coup à la violence des policiers blancs. Il n'hésitait pas à appeler les Noirs des ghettos à s'armer. "Bullets not ballots" (Des balles et non des bulletins de vote). Contre le "pouvoir blanc", Malcom X opposait le "pouvoir noir". Pour ce dirigeant noir, la lutte est essentiellement une lutte raciale : "Vous ne recevez pas des coups parce que vous êtes démocrate ou républicain; vous ne recevez pas des coups parce que vous êtes maçon (...) Vous en recevez parce que vous êtes noir". Selon lui, la lutte opposerait dans son ensemble, Noirs d'un côté et Blancs de l'autre, uniquement dans le cadre de l'Amérique.

Après un voyage dans plusieurs pays d'Afrique et Cuba, Malcom X va élargir son horizon politique. Désormais, il va lier le sort des Noirs d'Afrique à ceux d'Amérique; il va également lier le sort des pauvres des pays sous-développés à ceux des continents africain et américain. Mais au fond, son programme politique reste le même : la libération des Noirs du joug des Blancs. Il sera assassiné avant Martin Luther King en février 1965. Par qui ? Par les "Black Muslim" de son ancienne organisation religieuse qu'il a quittée pour fonder son propre parti ? Par la CIA ou le FBI ? jusqu'à présent le mystère demeure.

De même le pouvoir va éliminer physiquement les principaux dirigeants d'une autre organisation qui prônait, comme Malcom X la lutte armée des Noirs; il s'est agi des "Black Panther", une organisation très populaire dans les ghettos

noirs créée par Bobby Seale. Derrière toutes ces liquidations physiques des dirigeants noirs, le pouvoir et les tenants de l'ordre capitaliste blanc espéraient endiguer la vague de mécontentements des masses noires par la décapitation de leurs leaders.



Acteur jouant le rôle de Malcom X

Malcom X et les autres dirigeants noirs croyaient qu'il suffisait de menacer la société capitaliste blanche d'explosion sociale pour qu'elle cède aux revendications des Noirs. Ce qu'ils n'ont pas compris ou voulu comprendre, c'est qu'il ne suffit pas

de menacer la société américaine d'explosion sociale et la menacer seulement pour obtenir des concessions pour les Noirs, mais qu'il fallait aller jusqu'à l'explosion pour détruire cette société. Le prolétariat noir, plus combatif car plus acculé, aurait pu être le levier pour entraîner les autres, c'est-à-dire leurs frères de classe, les prolétaires blancs qui subissent eux aussi l'exploitation et l'oppression capitalistes. Mais ni Malcom X ni aucun des dirigeants nationalistes noirs n'ont voulu aller jusqu'à cette compréhension.

Grâce à la lutte des Noirs pauvres, certains Noirs sont aujourd'hui intégrés dans la société bourgeoise américaine. Certains sont des avocats, d'autres des généraux qui ont participé dernièrement à la guerre contre Saddam Hussein; d'autres encore sont des policiers qui tirent sur des jeunes, y compris sur des jeunes noirs. C'est là le piège dans lequel la bourgeoisie a enfermé les Noirs. Accepter

d'intégrer ceux de leurs "élites" ou prétendus tels, qui acceptaient ce système. Mais continuer à rejeter les autres, oh, plus en tant que Noirs, en tout cas, pas officiellement, mais en tant que pauvres, tout simplement.

Alors, si on peut s'incliner devant la personnalité de ce militant que fut Malcolm X, qui a eu de la trempe, devant son courage de mettre sa vie au service de ses idées, on doit également comprendre les limites de ses idées et s'opposer à sa politique. D'autant que le radicalisme dans les méthodes et la détermination courageuse contre l'oppression raciale côtoyaient chez Malcolm X la défense d'idées réactionnaires (comme par exemple éprouver le besoin de se revendiquer de "l'islam noir", "black muslim").

La véritable lutte d'émancipation ne consiste pas à revendiquer une place dans la société capitaliste. Il s'agit de rejeter en bloc cette société basée sur l'injustice de toute sorte et sur l'oppression des pauvres par les riches. C'est la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie. La politique de Malcom X ne s'inscrivait pas dans le cadre de l'émancipation du prolétariat américain. Les travailleurs noirs, présents dans la plupart des grosses usines américaines pourraient constituer une force révolutionnaire non négligeable. Un soulèvement du prolétariat noir dans le pays capitaliste le plus avancé pourrait révolutionner le monde entier si ce mouvement réussissait à entraîner également le prolétariat blanc.

Même l'émancipation des Noirs, à savoir l'égalité complète et totale entre Noir et Blanc, la dignité des Noirs, passe par la révolution du prolétariat américain. Ce que la bourgeoisie blanche et noire refusent aux Noirs pauvres, le prolétariat dans son ensemble, en prenant le pouvoir, peut le conquérir.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.